



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE  
DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES

Extrait des délibérations  
**du conseil d'administration**

-----  
Séance du 18 octobre 2022  
-----

**Président de séance :** Monsieur Charles Ange GINESY

**Présents :**

Titulaires : Monsieur Jean-Pierre DERMIT, Monsieur Charles Ange GINESY, Monsieur Gérard MANFREDI, Madame Caroline MIGLIORE, Madame Anne SATTONNET , Monsieur Jean THAON, Monsieur Auguste VEROLA, Monsieur Jérôme VIAUD.

Suppléants : Monsieur Jean-Jacques CARLIN, Monsieur Didier CARRETERO, Monsieur Bernard DELIQUAIRE, Madame Céline DUQUESNE, Monsieur Bertrand GASIGLIA, Madame Marie-Louise GOURDON, Monsieur Jean-Pierre LAFITTE, Monsieur Gérald LOMBARDO, Madame Michèle OLIVIER,

Procurations : Monsieur Yannick BERNARD à Monsieur Charles Ange GINESY, Monsieur Anthony BORRE à Madame Caroline MIGLIORE.

**RAPPORT N° 22-17 - Convention pluriannuelle fixant les relations entre le Département des Alpes-Maritimes et le Service Départemental d'incendie et de Secours des Alpes-Maritimes**

La loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004, dans son article 59, a modifié l'article L. 1424-35 du code général des collectivités territoriales en précisant que « les relations entre le département et le service départemental d'incendie et de secours et, notamment, la contribution du département, font l'objet d'une convention pluriannuelle ».

Il vous est proposé d'appliquer la présente convention sur une période de 5 ans (2022-2026) correspondant à la période de référence du programme pluriannuel des opérations bâtementaires validé par le conseil d'administration le 4 novembre 2021.

Le législateur a souhaité, à travers la convention pluriannuelle, apporter un outil de pilotage aux départements.

Le Département des Alpes-Maritimes et le service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes (SDIS 06), pour répondre notamment aux impératifs du schéma départemental d'analyse et de couverture du risque (SDACR), poursuivent les objectifs suivants :

- assurer une haute qualité de service rendu à la population dans la continuité de ce qu'elle est aujourd'hui ;

- partager une ambition collective de la performance et rechercher des pistes de « mutualisation » avec le Département autant que faire se peut et dans le respect de leurs compétences propres et de leur savoir-faire ;

- maîtriser et optimiser les dépenses tout en conservant une capacité de désendettement et une épargne qui n'obèrent pas l'avenir. L'excédent brut de fonctionnement (EBF) et la capacité de financement (CAF) brut doivent faire l'objet d'une vigilance particulière ;

- mettre en place la programmation des investissements immobiliers (programme immobilier pluriannuel) nécessaires à la mise en œuvre efficace des missions de distribution des secours (constructions, réhabilitations et aménagements des centres de secours) en cohérence avec la volonté politique d'aménagement du territoire départemental ;

- mettre en place une programmation (programme d'équipement pluriannuel) du renouvellement des véhicules d'incendie et de secours.

Respectant les objectifs généraux définis ci-dessus, la présente convention, qui s'appliquera sur une période de 5 ans (2022-2026), fixe notamment le cadre pluriannuel de la participation financière du Département au budget du SDIS 06, selon les principes suivants :

- au niveau du fonctionnement : l'augmentation du montant global des contributions des communes et des EPCI suivra au maximum celle du taux de l'indice des prix à la consommation.

La contribution du Département au budget du SDIS 06 est fixée à 80.7 M€ pour l'année 2022 et devrait constituer le socle de base de la participation du Département pour les exercices suivants déterminés par la présente convention. Cette contribution sera fixée par l'assemblée départementale après analyse du besoin de financement du SDIS 06 tel qu'évoqué à l'article 2 de la convention et de sa répartition entre les collectivités territoriales.

- au niveau de l'investissement : le Département pourra verser une participation au budget d'investissement du SDIS 06 dans le cadre du programme pluriannuel des opérations bâtementaires (2022-2026) validé par le conseil d'administration le 4 novembre 2021.

Cette participation sera fixée par l'assemblée départementale à 3.5 M€ par an sur la période considérée (2022-2026).

**Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité, décide :**

- d'approuver et d'autoriser M. le président du conseil d'administration à conclure et à signer, avec le Département des Alpes-Maritimes, la convention pluriannuelle jointe en annexe pour la période 2022/2026.

*Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de secours  
des Alpes-Maritimes*



*Charles Ange GINESY*

**CONVENTION FINANCIÈRE PLURIANNUELLE  
ENTRE  
LE DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
ET  
LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DES ALPES-MARITIMES  
2022 - 2026**

Entre

Le Département, représenté par Monsieur Charles Ange GINÉSY, président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, agissant en cette qualité en vertu de la délibération de l'assemblée départementale en date du 1 juillet 2021.

Désigné ci-après par « le Département », d'une part,

Et

Le service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes, représenté par Monsieur Charles Ange GINÉSY, agissant en cette qualité de président du conseil d'administration en vertu de la délibération de la commission permanente en date du 16 juillet 2021,

Désigné ci-après par « le SDIS », d'autre part.

### **PRÉAMBULE**

La loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004, dans son article 59, a modifié l'article L. 1424-35 du code général des collectivités territoriales en précisant que « les relations entre le Département et le service départemental d'incendie et de secours et, notamment, la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle ». En l'espèce, la présente convention s'appliquera sur une période de 5 ans (2022-2026).

Le législateur a souhaité, à travers la convention pluriannuelle, apporter un outil de pilotage aux départements.

Le Département et le SDIS, pour répondre notamment aux impératifs du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR), poursuivent les objectifs suivants :

- assurer une haute qualité de service rendu à la population dans la continuité de ce qu'elle est aujourd'hui ;
- maintenir le niveau des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels en section opérationnelle;

- partager une ambition collective de la performance et rechercher des pistes de « mutualisation » avec le Département autant que faire se peut, et dans le respect de leurs compétences propres et de leur savoir-faire ;
- maîtriser et optimiser les dépenses tout en conservant une capacité de désendettement et une épargne qui n'obèrent pas l'avenir. L'excédent brut de fonctionnement (EBF) et la capacité de financement (CAF) brut doivent faire l'objet d'une vigilance particulière ;
- mettre en place la programmation des investissements immobiliers (programme immobilier pluriannuel) nécessaire à la mise en œuvre efficace des missions de distribution des secours (constructions, réhabilitations et aménagements des centres de secours) en cohérence avec la volonté politique d'aménagement du territoire départemental ;
- mettre en place une programmation (programme d'équipement pluriannuel) du renouvellement des véhicules d'incendie et de secours.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Objet de la convention**

Dans la cohérence des objectifs généraux définis en préambule, la présente convention fixe le cadre pluriannuel des relations financières entre le Département et le SDIS.

### **Titre I : Dispositions relatives au fonctionnement**

#### **Article 2 : Maîtrise des charges de personnel**

L'objectif est de garantir au SDIS le maintien de sa capacité opérationnelle et au Département la maîtrise de sa contribution. En effet, la masse salariale (rémunération des fonctionnaires et versement des indemnités aux sapeurs-pompiers volontaires) représente la principale charge du SDIS avec plus de 75.60 % des dépenses de la section de fonctionnement au budget primitif 2022.

Le besoin de financement complémentaire du SDIS auprès des collectivités territoriales, augmente d'une année sur l'autre en raison de dépenses « mécaniques » qui impactent la masse salariale. Il s'agit notamment du glissement vieillissement technicité (GVT) - hausse annuelle estimée de 1,4% - des indemnités des sapeurs-pompiers volontaires (SPV) dont la revalorisation est fixée par arrêté ministériel et de l'augmentation de la prime de feu.

Dans ce cadre contraint, le SDIS s'engage à étudier et mettre en œuvre tous les moyens permettant de garantir une évolution maîtrisée des charges de personnel. Cet objectif est entendu à situation opérationnelle normale, à périmètre organisationnel, règlementaire et législatif (notamment en matière statutaire) constants.

### **Article 3 : Maîtrise des charges de gestion courante**

Le SDIS a déjà, sur les derniers budgets, privilégié la maîtrise de l'ensemble de ces charges.

Poursuivant cette politique de bonne gestion, il s'engage à en limiter l'évolution, à environnement constant, sur l'ensemble de la période (dans un contexte extérieur instable, notamment, au niveau du prix des produits pétroliers, des matières premières et des énergies).

## **Titre II : Dispositions relatives à l'investissement**

### **Article 4 : Investissements matériels et équipements**

Pour accomplir efficacement ses missions, le SDIS doit pouvoir disposer, en permanence de matériels et d'équipements fiables et performants. Outre les nouveaux équipements qui peuvent être imposés par le développement de normes nouvelles, le SDIS doit faire face au renouvellement régulier des matériels dont il dispose déjà.

Ces investissements récurrents doivent pouvoir être assumés par le SDIS principalement grâce à son épargne (notamment dotation aux amortissements votée annuellement) et à ses recettes propres d'investissement.

Pour certaines opérations spécifiques, le SDIS pourra exceptionnellement compléter par l'emprunt le financement d'acquisition de biens d'équipement.

Cette politique d'investissement en matériel et équipement est formalisée par un plan d'équipement pluriannuel, décliné chaque année et annexé au rapport d'orientation budgétaire.

### **Article 5 : Investissements immobiliers**

La départementalisation du SDIS a entraîné le transfert des biens immobiliers par les communes et les EPCI. L'hétérogénéité de ce parc immobilier signifie, pour le SDIS, qu'au-delà des investissements récurrents indispensables, il doit poursuivre la mise à niveau ou le maintien de son patrimoine immobilier.

Le montant prévisionnel des investissements affectés, pour la durée de la convention tel qu'indiqué dans le programme pluriannuel des opérations bâtementaires voté lors du conseil d'administration du 4 novembre 2021, s'appuie sur une évaluation technique prévisionnelle sur la période et une programmation pluriannuelle des opérations de restructuration, de rénovation et de construction.

Le financement de ces opérations sera assuré par le recours à l'emprunt. Ce dernier sera diminué du montant de la subvention d'équipement versée au SDIS par le Département.

L'augmentation des annuités d'emprunt, liée à la mise en œuvre du programme immobilier, influe sur le besoin de financement complémentaire exprimé par le SDIS auprès des collectivités territoriales.

### **Titre III : Modalités de mise en œuvre de la convention**

#### **Article 6 : Modalités de financement par le Département**

##### 6.1 Contribution au fonctionnement :

L'augmentation du montant global des contributions des communes et des EPCI suivra au maximum celle du taux de l'indice des prix à la consommation.

La contribution du Département au budget du SDIS fixée à 80.7 M€ pour l'année 2022 devrait constituer le montant de la participation du Département pour les exercices suivants déterminés par la présente convention.

Le montant prévisionnel de la contribution annuelle de fonctionnement sollicitée par le SDIS sera indiqué au Département avant le 31 octobre de l'exercice précédent, pour que celui-ci puisse l'intégrer dans sa propre préparation budgétaire.

Cette contribution sera fixée par l'assemblée départementale après analyse du besoin de financement du SDIS, tel qu'évoqué à l'article 2 et 3 de la présente convention et de sa répartition entre les collectivités territoriales.

Le versement de la contribution du Département au budget de fonctionnement fera l'objet de douzièmes versés en début de mois par le conseil départemental.

En cas de difficultés particulières de trésorerie, et afin d'éviter l'usage d'une ligne de trésorerie, le SDIS pourra faire appel au versement de deux douzièmes simultanément.

Il informera le Département de cet appel de fonds exceptionnel qui pourra y répondre favorablement.

##### 6.2 Participation à l'investissement

Le Département pourra verser une participation au budget d'investissement du SDIS dans le cadre du programme pluriannuel des opérations bâtementaires validé par le conseil d'administration du SDIS le 4 novembre 2021.

Cette participation sera fixée par l'assemblée départementale à 3.5 M€ par an pour la période considérée (2022-2026).

#### **Article 7 : Durée de la convention et modalités d'actualisation**

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de l'année 2022 (période 2022-2026).

Les éventuelles modifications à la présente convention feront l'objet d'avenants soumis à l'approbation de l'assemblée départementale et du conseil d'administration du SDIS.

Avant expiration de la présente convention, les services du Département et du SDIS se réuniront afin de préparer la contractualisation des relations financières pour la période suivante.

Toutefois, afin d'assurer la continuité des relations financières, la présente convention pourra faire l'objet d'une prorogation d'un an par décision expresse et conjointe de l'assemblée départementale et du conseil d'administration du SDIS.

### **Article 8 : Suivi de la convention**

Le SDIS et les services du Département conviennent de mettre en place des réunions de suivi de l'exécution de la présente convention.

Fait à Nice, en 4 exemplaires originaux, le

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DES ALPES-MARITIMES

LE PRÉSIDENT DU SERVICE  
DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET  
DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES

*Charles Ange GINÉSY*